Burundi : le gouvernement bloque les fonds de la Commission électorale

@rib News, 09/09/2009 â€“ Source AFPLe gouvernement burundais bloque depuis deux mois les frais de fonctionnement destinÃ©s Ã la Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante (CENI), chargÃ©e de prÃ©parer les Ã©lections gÃ©nÃ©rale dans ce pays, a-t-on appris mercredi de sources concordantes."AprÃ¨s avoir dÃ©bloquÃ© une premiÃ¨re tranche qui a couvert mai et juin, le ministre de l'IntÃ©rieur Edouard Nduwimana bloque quelque 200 millions de francs burundais (162.000 dollars) qui devaient couvrir les frais de fonctionnement de la CENI pour juillet, aoÃ»t et septembre", a indiquÃ© un ministre du gouvernement, sous couvert d'anonymat.
M. Nduwimana reproche notamment Ã la Commission Ã©lectorale "d'avoir recrutÃ© derniÃ¨rement quelque 57 de ses cadres d'appui au sein de l'opposition", selon cette source."Cela fait deux mois que nous n'avons pas Ã©tÃ© payÃ©s", a confirmÃ© un commissaire de la CENI. L'information a Ã©tÃ© confirmÃ©e par quatre autres commissaires de la Commission, ainsi qu'un haut fonctionnaire du ministÃ¨re de l'IntÃ©rieur."Le gouvernement bloque l'argent parce qu'il veut nous contraindre Ã accepter des cadres de son choix aux places de son choix", selon l'un des commissaires de la CENI interrogÃ©s."Nous refusons ce diktat parce que nous avons tenu compte de toutes les sensibilitÃ©s politiques", a assurÃ© ce cadre: "c'est notre indÃ©pendance qui est en jeu. Nous n'allons pas nous laisser faire"."La CENI est composÃ© des gens plutÃ´t proches de l'opposition et ils ont choisi clairement de privilÃ©gier leur camp", a accusÃ© de son cÃ´tÃ© un haut fonctionnaire de l'IntÃ©rieur, Ã©galement sous couvert d'anonymat."Mais une solution est en vue, puisque la CENI accepte de corriger ses erreurs", a-t-il assurÃ©.En janvier 2009, le SÃ©nat avait rejetÃ© la crÃ©ation d'une Commission Ã©lectorale dont les membres avaient Ã©tÃ© nommÃ©s par le prÃ©sident Pierre Nkurunziza. L'opposition accusait M. Nkurunziza d'avoir mis sur pied un organe sur mesure dans la perspective des Ã©lections en 2010.Une nouvelle Commission avait Ã©tÃ© mise en place le 8 avril aprÃ¨s des nÃ©gociations entre les deux camps.La tension reste vive depuis lors entre la CENI et le parti prÃ©sidentiel, qui a dÃ©clarÃ© publiquement rÃ©cemment ne pas avoir confiance dans le travail de la commission.Cette crise intervient alors que l'AssemblÃ©e nationale burundaise a clÃ´turÃ© fin aoÃ»t sa session parlementaire en reportant l'adoption d'un projet de code Ã©lectoral contestÃ© par l'opposition.Des Ã©lections gÃ©nÃ©rales sont prÃ©vues en 2010 au Burundi, qui tente sortir depuis 2006 de 13 ans d'une guerre civile ayant fait au moins 300.000 morts.Lire aussi Burundi : Le pouvoir veut son code Ã©lectoral